

ArcelorMittal maintient son plan social Gandrange (Moselle)

NON, le géant sidérurgiste n'a pas l'intention de faire marche arrière. Tout du moins pour l'instant. Lors d'une réunion à la préfecture de Moselle, à Metz, la direction d'ArcelorMittal France a confirmé hier la suppression des 595 emplois sur le site de Gandrange, alors que l'intersyndicale (CFDT, CGT, CFE-CGC), la région et les élus locaux réclamaient un gel du « projet de réorganisation ». Présenté la semaine dernière, ce plan prévoit de fermer l'aciérie électrique, le train à billette, et de reclasser tous les salariés concernés dans des usines du groupe, à Florange (Moselle) ou au Luxembourg.

« Vers un bras de fer »

Une fois n'est pas coutume, élus et syndicats ont mis de côté leurs querelles intestines pour constituer un front uni contre le premier sidérurgiste mondial. Mais un sentiment « mitigé » dominait à l'issue des deux heures de discussion. « Nous sommes restés sur notre faim. Ce n'est pas une bonne méthode. Elle va allumer la contestation sociale », confiait Jean-Pierre Masseret, président de la région Lorraine. Du côté des syndicats, « on s'achemine vers un bras de fer ».

Toutefois, signe que les portes d'ArcelorMittal ne sont pas closes, sa direction a accepté l'idée d'étudier un projet alternatif que doivent présenter bientôt les syndicats pour relancer l'activité du site. « Il est possible de le sauver. Il suffit de repenser sa stratégie », assure Patrick Auzanneau, de la CFDT. D'ici à deux jours, les représentants des salariés doivent rencontrer un cabinet d'experts. Rappelons que l'intersyndicale affrète jeudi plusieurs cars pour se rendre au siège du groupe à Luxembourg.

La partie n'est donc pas perdue pour les salariés, d'autant que l'Elysée va participer aux discussions. Daniel Soury-Lavergne, directeur d'ArcelorMittal France, a affirmé à la sortie de la réunion que Lakshmi Mittal, le président et principal actionnaire du groupe, devrait rencontrer Nicolas Sarkozy, « probablement en fin de semaine ». Selon nos informations, l'entrevue aurait lieu vendredi, avant son départ pour un voyage officiel en Inde. Hier, le service de presse de l'Elysée n'a pas souhaité s'exprimer. Nul doute que l'avenir du site se jouera lors de l'entrevue entre les deux hommes. « Mais M. Mittal a le dernier mot », a précisé Daniel Soury-Lavergne, histoire de rappeler qui a les cartes en main.

Sébastien Lernoald

Le Parisien , mardi 22 janvier 2008

